



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



VEILLE CORONAVIRUS

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

13 au 26 avril 2021

EVOLUTION EPIDEMIOLOGIQUE

La circulation du virus continue de diminuer et la situation sanitaire s'améliore tandis que la campagne de vaccination se poursuit. Au 25/04, 1 712 personnes ont été testées COVID+. Du 19/04 au 25/04, 17 063 personnes ont été testées COVID+, en baisse de 4,6 % par rapport à la semaine précédente. La mortalité liée à la COVID-19 diminue également : le 25/04, 11 personnes sont décédées dans les 28 jours après avoir été testées COVID+. Le nombre de patients COVID+ hospitalisés était au 22/04 de 1 781, dont 243 en réanimation. Au 24/04, 33 666 638 personnes ont reçu une première dose de vaccin et 12 587 116 une seconde.

Actualité sanitaire

L'Écosse et le Pays de Galles passent une nouvelle étape du déconfinement – L'Écosse a autorisé la réouverture de ses magasins non-essentiels et du secteur de l'hôtellerie et de la restauration à partir du 26 avril, ainsi que les voyages entre nations du Royaume-Uni. Au contraire de l'Angleterre, les pubs et les restaurants sont autorisés à ouvrir en intérieur, bien que soumis à un couvre-feu à 20h et la vente d'alcool n'est autorisée qu'en extérieur. Le Pays de Galles a également autorisé la réouverture des restaurants et pubs, en extérieur seulement jusqu'au 17 mai. Les activités en groupe en intérieur seront autorisées à partir du 3 mai.

Les débats au sein de la communauté scientifique s'intensifient à propos de la levée totale des mesures destinées à freiner la

propagation du virus – Tandis que la situation sanitaire continue de s'améliorer de façon persistante, la présence de nouveaux variants fait surgir le spectre d'un rebond épidémique. Le maintien de l'ensemble des restrictions au-delà du 21 juin divise la communauté scientifique : un groupe de 22 scientifiques (dont des membres du comité vaccinal du gouvernement) a appelé ce weekend à la levée de l'ensemble des restrictions, tandis que d'autres figures de la communauté scientifique soutiennent à l'inverse le maintien des mesures de précaution, compte tenu des nouveaux variants présents sur le territoire.

La réouverture des voyages à l'international pourrait être menacée par les formalités administratives – L'aéroport londonien d'Heathrow a indiqué que les passagers devaient déjà faire face à des temps d'attente de 2h à 6h pour passer les contrôles aux frontières

actuellement, alors qu'ils ne représentent qu'un dixième du nombre de passagers hors période de restrictions. Les forces aux frontières doivent en effet vérifier manuellement que chaque voyageur a rempli ses formulaires correctement, dispose d'un test négatif et a bien réservé deux tests PCR dans la semaine qui suit l'arrivée. L'aéroport a déjà du appeler la police à plusieurs reprises pour gérer les flux de passagers exaspérés. Dans le cadre des plans actuels du gouvernement, les voyages à l'international devraient être réautorisés à partir du 17 mai. L'industrie de l'aviation demande au gouvernement d'alléger les formalités ou de passer à un système numérique afin que les forces à la frontière puissent gérer correctement l'afflux de voyageurs.

Impact économique et financier

Le gouvernement envisagerait de supprimer la TVA pour les tests PCR, afin de soutenir le secteur du tourisme - Les tests PCR coûtent en moyenne plus de 100 £ au Royaume-Uni (jusqu'à 200 £ à Londres). La suppression de la TVA pour ces tests permettrait de réduire substantiellement leur coût. Actuellement, les voyageurs arrivant de l'étranger doivent effectuer deux tests PCR dans la semaine suivant leur entrée sur le territoire britannique.

L'activité britannique avait déjà rebondi avant la réouverture de l'économie - Après une contraction de 2,2 % en janvier, le PIB britannique a crû de 0,4 % en février. Il reste cependant 7,8 % en-dessous de son niveau de février 2020. Malgré les mesures de confinement toujours en place, le secteur des services a crû de 0,2 %, soutenu par les ventes au détail et les ventes de voitures. L'activité industrielle a augmenté de 1 % en février, dont 1,3 % pour le secteur manufacturier. La réouverture des écoles devrait conduire à une accélération de la croissance dès mars. Les ventes au détail pointent également vers un rebond d'activité en mars : elles auraient augmenté de 13,9 % en glissement annuel en mars selon les données du *British Retail Consortium*. En revanche, la livre sterling s'est dépréciée face à l'euro et au dollar depuis début avril. Alors que la devise avait gagné 5 % contre l'euro au T1 2021 (plus haut de 1,18 au 5 avril), elle a chuté de 2,5 % pour revenir à 1,15. Cela s'expliquerait notamment par le ralentissement de la campagne de vaccination au Royaume-Uni, qui a permis aux Européens de rattraper une partie de leur retard.

Le marché de l'emploi reste soutenu par le dispositif de chômage partiel - Le taux de chômage a diminué à 4,9 % en février contre 5 % en mars, reflétant une hausse de 0,2 pp du taux d'inactivité pour atteindre 20,9 %. Les données issues du système de paiement de l'impôt à la source (PAYE) mettent en évidence que le nombre d'employés avait diminué de 0,2 % en mars par rapport à février. Le nombre d'emplois vacants, bien que toujours 25 % inférieur à leur niveau de février 2020, aurait augmenté de 16 % en mars en glissement mensuel, une embellie

probablement entraînée par la réouverture d'une partie de l'économie. Le marché de l'emploi ne devrait pas se détériorer avant la disparition du dispositif de chômage partiel, attendue fin septembre. Au contraire, la réouverture du secteur de l'hôtellerie et de la restauration pourrait conduire à un déficit de main d'œuvre cet été, en raison notamment de l'émigration de nombreux travailleurs du secteur, et pousser le taux de chômage à la baisse.

La détérioration des finances des ménages a été plus sévère au Royaume-Uni qu'en France – Une [étude](#) de la *Resolution Foundation* a indiqué que la pandémie avait engendré un choc plus important sur les revenus des ménages britanniques par rapport aux ménages français et allemands. Deux raisons ont été mises en avant par le think-tank : un niveau de revenus plus bas pour le premier quintile des revenus (14 700 € au RU contre 16 600 € en Allemagne et 18 500 € en France) et des prestations sociales moins généreuses. Pré-crise, les ménages britanniques étaient également moins susceptibles d'avoir un mois d'épargne disponible et étaient plus endettés : 66 % des Britanniques étaient endettés (hors prêts immobiliers) contre 40 % des Français et 43 % des Allemands. De plus, les ménages britanniques étaient également plus susceptibles d'avoir eu recours à des prêts pour faire face au coût de la vie pendant la pandémie (17 %) que les Allemands (9 %) ou les Français (8 %).

La productivité du travail a augmenté pendant la pandémie – La production horaire moyenne britannique a augmenté de 0,4 % en 2020 selon l'*Office for National Statistics* (ONS), contrastant

avec le ralentissement notable observé pendant la récession de 2008-2009 (-1,2 %). La productivité par travailleur a en revanche diminué de 9,5 % en 2020, reflétant le nombre important d'employé placé en situation de chômage partiel. La Banque d'Angleterre avait indiqué en février que les entreprises avaient probablement perdu en productivité en raison des mesures de distanciation sociale et de leurs coûts. Elle avait également prévenu que la chute de l'investissement des entreprises pourrait conduire à un niveau plus bas de productivité sur les prochaines années. Des gains de productivité pourraient en revanche être observés à long terme si la pandémie encourageait les entreprises à investir davantage dans les technologies numériques.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service Économique Régional de Londres
Rédacteurs : SER de Londres, avec les contributions des autres services de l'Ambassade de France au Royaume-Uni.

Pour s'abonner : londres@dgtresor.gouv.fr